



LE PSE PASSE DIFFICILEMENT AVEC SES INJUSTICES ET SES INCOHÉRENCES A NOUS DE DÉFENDRE NOTRE AVENIR EN MAINTENANT LA PRESSION

Mardi 3 mai 2011

Les dirigeants de Ford reviennent sur le site ce vendredi 6 mai, soit à peine un mois après leur dernier passage. Cette nouvelle visite se fait donc plus rapidement que prévu. Du coup, des élus (Mr Feltesse), des médias (Sud-ouest, France 3) ou d'autres affirment que ce serait l'officialisation du projet de fabrication des transmissions automatiques. Tout porte à croire en effet qu'il s'agira d'une annonce positive. Si tel est le cas, cela ne signifie pas pour autant que l'avenir du site est acquis mais qu'une étape seulement est franchie.

UNE STRATÉGIE DE FORD AVENTUREUSE ET IRRESPONSABLE

On peut dire que pour Ford les choses ne se sont pas déroulées comme prévu. Le projet structurant n'était pas dans ses plans en décembre. Dans un premier temps, il n'étaient pas programmées des productions pour Ford mais plutôt pour des fournisseurs ou autres constructeurs. Officiellement c'est pour cela que les dirigeants refusaient de remettre le logo Ford.

Les projets les plus « fiables » présentés en décembre étaient le reconditionnement de moteurs/transmissions et la transformation de véhicules GPL, tous deux abandonnés aujourd'hui. Sans parler du projet des pièces mécaniques qui semble lui aussi perdu. Même si la multiplicité des projets ne renforcent pas l'homogénéité du site et ne rassure pas forcément, nous allons plutôt vers des activités pour Ford uniquement (carter Fox et double embrayage en plus des racks). Ce qui pour nous est évidemment une bonne chose.

Après le retour de Ford, cette nouvelle transmission à fabriquer constituerait un nouvel évènement présenté il n'y a pas si longtemps comme impossible.

C'est parce que nous avons bataillé pour obtenir de vraies activités et non pas du bricolage que la stratégie des dirigeants a évolué pour déboucher sur des productions Ford et surtout sur la fabrication d'une nouvelle transmission automatique. Dès le processus de rachat, nous avons alerté sur le danger qui consistait à mettre en place des petits projets sans rapport les uns avec les autres, nous avons dénoncé le manque de viabilité de l'ensemble et le risque énorme d'échec au bout du compte. En fait Ford recommençait la même politique aventurière qui avait été menée avec HZ/ Hay.

UNE RÉSISTANCE UTILE, UNE PRESSION À MAINTENIR

Nous avons réussi à chambouler les plans et le calendrier des dirigeants. Le retour contraint de Ford, l'arrivée probable d'un gros projet, tout cela donne un sentiment de « victoire » ou au moins d'une demi-victoire.

C'est vrai, la situation se présente d'une manière beaucoup moins catastrophique qu'il y a quelques mois. Nous avons au minimum réussi à limiter les dégâts, à repousser les échéances, à freiner les ardeurs de Ford. Surtout nous avons agi et continuerons d'agir pour notre avenir et celui de milliers d'emplois dans la région. Nous avons des perspectives d'avenir et c'est cet espoir qui doit nous permettre de trouver la force de continuer notre lutte pour la pérennité du site et le maintien des emplois. Oui la résistance doit continuer.

Mais il ne faut pas oublier que les « 1000 » emplois promis par Ford ne sont pas acquis et qu'il faudra encore pousser ne serait-ce que pour faire respecter les seuls engagements de Ford. Il ne faut pas oublier aussi que Ford mène toujours une politique antisociale en supprimant encore aujourd'hui 336 emplois, après en avoir, ces dernières années, liquidé plus de 1000, sans parler des emplois induits qui disparaissent en conséquence. La politique de Ford coûte très cher à la région.

En plus Ford essaie de se donner le beau rôle, « oubliant » que la situation actuelle est le fait, uniquement, de sa responsabilité. Si nous en sommes là aujourd'hui, c'est parce que Ford a refusé il y a quelques années d'apporter des nouveaux projets pour faire vivre le site. Au contraire Ford avait programmé la liquidation de l'usine par étapes successives.

ENTRE UN PSE INACCEPTABLE ET UN AVENIR À CONSTRUIRE

La direction commence cette semaine les entretiens individuels des collègues susceptibles de partir en préretraite. C'est la suite logique du « bouclage » du PSE lors de la réunion du 19 avril. Les anciens vont ainsi voir de plus près les conditions financières de leurs départs. Il y aura ceux qui trouveront leur pension suffisante et puis tous les autres, les plus bas salaires, qui jugeront du contraire. En effet, comment certains, avec des pensions autour de 1200 euros, peuvent-ils « choisir » de partir en préretraite sans hésiter, sans craindre pour leur niveau de vie, pour leur avenir ? Nous le réaffirmons, les conditions de départ sont révoltantes car elles n'assurent pas à tous des conditions de vie dignes et décentes.

Ces conditions étaient un élément important dans le choix que nous avons à faire au sein de la CGT, à savoir : devons nous saisir le tribunal pour suspendre le PSE ? L'objectif en discussion était celui d'essayer d'obtenir des améliorations que nous n'avions pas réussi à gagner par la mobilisation. Juridiquement, il existe des articles du Code du Travail qui précisent que les conditions d'un PSE doivent être en rapport avec la situation financière de l'entreprise (profits, revenus des dirigeants, perspectives économiques). Ford étant en très bonne santé avec ses bénéfices historiques, il y avait donc les moyens de respecter tous les salariés. Ce n'est pas le cas.

L'autre aspect important était de dénoncer les incohérences du PSE, l'objectif des « 1000 » emplois qui restent très flou, le manque d'information et de visibilité sur l'avenir du site. Le PSE concocté par Ford ne respectant pas la législation, le minimum de « protection » imposée par la loi, il y avait matière à le contester juridiquement dans l'objectif de contraindre Ford à s'engager plus fermement sur la pérennité du site et des emplois.

LE DOSSIER « FORD », UN DOSSIER POLITIQUE : AVANTAGES ET INCONVÉNIENTS

Nous avons donc tous les arguments pour contester un PSE mais le contexte devient très compliqué, sans parler du fait que la CGT-Ford se retrouve seule à se poser le problème. Le dossier Ford implique beaucoup de décideurs et visiblement, ils sont nombreux à vouloir « classer » l'affaire. Il y a une entente entre la multinationale et les autorités publiques et de ce fait, le tribunal qui ne décide pas uniquement sur le droit tiendra compte des considérations politiques : les pouvoirs publics « soutenant » Ford avec un accord pour des aides publiques atteignant 35 millions d'euros, montrant ainsi leur « confiance » ; la DDTE (DIRECCTE) elle aussi allant dans le sens de Ford, oubliant dans son courrier tous les aspects « discutables » de la politique de Ford et les manquements à la législation du travail ...

Nos « conseils » de confiance (experts économiques, avocat ...) et les autorités que nous avons rencontrés ces derniers jours nous ont permis de nous faire une idée sur la situation et sur l'intérêt ou pas de saisir la justice. Ceci en essayant de tenir compte de tous les aspects, notamment celui de l'ambiance dans l'usine. Les collègues, depuis la fin de l'intersyndicale et le bouclage du PSE, n'ont plus d'espoir de faire évoluer la situation dans le bon sens. De plus, certains d'entre eux prêts à partir n'auraient pas compris notre « acharnement ».

Nous avons pris la décision de ne pas attaquer parce que nous avons du mal à voir clairement l'utilité et l'impact d'une telle décision, notre avocat étant très sceptique sur l'efficacité d'une telle action. Nous ne pouvions donc pas nous lancer sérieusement dans cette aventure. Par contre, nous savons que nous pouvons attaquer à n'importe quel moment : pas en référé mais avec une autre procédure d'urgence (assignation d'heure à heure). Ce qui signifie que si Ford revient sur un de ses engagements, s'il y a une tromperie manifeste, nous pourrions alors saisir le tribunal. Nous jugerons du moment opportun, si cela se produit.

Une chose est sûre, c'est que nous ne lâcherons pas. Il y a évidemment l'essentiel sur quoi nous devons compter, c'est notre mobilisation et le rapport de force à construire dans l'usine. Et puis il y a l'outil de la justice même s'il n'est pas souvent du côté des ouvriers. Encore faudrait-il que nous y soyons encouragés et que les conditions favorables soient réunies.

Nous ne perdons pas de vue que notre objectif reste de sauver l'usine et les emplois Ford comme les emplois induits dans la région. Ne lâchons rien !